Cahiers de Psychologie Politique

N° 31 | 2017
numéro 31 - Octobre 2017

Sentiment de privation relative et efficacité politique : analyse psychosociale de l'abstentionnisme électoral chez les jeunes diplômés au Cameroun

Henri Rodrigue NJENGOUÉ NGAMALEU

George FONKENG EPAH

Heritt Bertran NEMBOT TATIO

Édition électronique :
URL :
https://cpp.numerev.com/articles/revue-31/1946-sentiment-de-privation-relative-et-efficacite-politique-analyse-psychosociale-de-l-abstentionnisme-electoral-chez-les-jeunes-diplomes-au-cameroun
DOI : numerev_1134
ISSN : 1776-274X
Date de publication : 02/10/2017

Cette publication est sous licence **CC BY-NC-ND** (Attribution - No commercial - No derivatives).

Pour **citer cette publication** : NJENGOUÉ NGAMALEU, H., FONKENG EPAH, G., NEMBOT TATIO, H. (2017) Sentiment de privation relative et efficacité politique : analyse psychosociale de l'abstentionnisme électoral chez les jeunes diplômés au Cameroun. *Cahiers de Psychologie Politique*, (31). https://doi.org/10.34745/numerev_1134

Les propriétés du sentiment de privation relative (PR) sont de mobiliser des intentions de changement et de mobilité personnelle. Cet article porte sur la participation électorale des jeunes diplômés camerounais. Il soulève le problème de l'insuffisance de la théorie de la PR à prédire l'action politique, et plus précisément à expliquer le manque de motivation des jeunes diplômés camerounais à provoquer le changement souhaité par l'intermédiaire de leur participation active aux élections, malgré leur situation de précarité et leur sentiment de mécontentement manifeste.
Un questionnaire à échelles d'attitudes et un indicateur numérique du comportement de vote ont permis de collecter les données auprès de 552 jeunes diplômés. Nos résultats permettent de conclure que la PR ne peut à elle seule expliquer l'action politique ni par les méthodes coercitives, ni par le moyen des urnes. D'autres facteurs interviennent entre l'intention et l'action. Ainsi les croyances d'efficacité politique collective associées aux sentiments de privation relative expliquent mieux le comportement électoral des jeunes diplômés camerounais. Dans ce contexte, de nouvelles perspectives en matière de lutte contre l'abstention électorale peuvent être envisagées.

The properties of relative deprivation feeling are to mobilise change intentions and personal mobility. This paper focuses on the electoral participation of young Cameroonian graduates. It raising then the problem of insufficiency of the relative deprivation theory to predict the political action by itself, and more precisely to explain the lack of motivation of young Cameroonian graduates to provoke the wished change by the intermediate of their active participation in the elections, despite their precarious situation and their obvious feeling of discontent.
From an attitude scales questionnaire and a numerical indicator of voting behaviour, we have collected data from 552 young graduates. Our findings allow us to conclude that the relative deprivation alone cannot explain political action neither by coercive methods, nor by means of ballot boxes. Other factors intervene between intention and action. Thus, Relative deprivation feelings, associated with collective efficacy beliefs in political and social change explain better the electoral behaviour of the young Cameroonian graduates. This approach suggests new ways of dealing with the problem of reducing electoral abstention.

Mots-clés :

Introduction

Des études ont pu mettre en évidence les effets de la précarité du statut d'individus sur l'émergence de sentiments de privation relative (Verlhiac, 2006). La théorie de la privation relative (PR) nous apprend que les comparaisons sociales défavorables des individus affectent leurs sentiments de PR et que ces sentiments sont des éléments moteurs pour l'action politique. De nombreuses recherches en psychologie sociale ont validé cette hypothèse (Rebzani & Durand-Delvigne, 2004 ; Walker & Pettigrew, 1984 ; Walker & Smith, 2002).

Dans le contexte camerounais, bien d'études et enquêtes (Eboussi Boulaga & Nkolo Ayissi, 2011 ; INS, 2011 ; International Crisis Group, 2010 ; Kwitou Ngofang & Vignaud, 2012) font état de ce que les jeunes diplômés vivent dans la précarité à cause du phénomène de chômage et de sous-emploi. Dans de pareilles circonstances, comme le prédit la théorie de la PR, ces jeunes devraient adopter un comportement visant à améliorer leur condition en provoquant le changement social à travers une participation régulière aux consultations électorales.

En effet, en démocratie les élections se présentent comme un outil institutionnel à la disposition des citoyens pour exercer leur influence sur le système politique en ce sens que « l'électorat tient le gouvernement en place pour responsable de l'état de l'économie et vote en conséquence : si les indices sont bons, il le récompense en votant pour lui, s'ils sont mauvais, il le punit en votant pour l'opposition » (Fiorina, 1977, cité par Mayer, 2007, p. 22). Cependant depuis un certain nombre d'années le Cameroun fait face au phénomène d'abstentionnisme électoral. Et Tala Wakeu (2012, p. 1) de souligner que « l'un des effets majeurs du pluralisme politique au Cameroun est la construction de l'abstentionnisme électoral ; car, c'est avec le retour du pluralisme politique que ce phénomène est devenu autant considérable par ses proportions ». Ceci malgré les mesures prises dans le sens de l'amélioration du processus électoral et de la facilitation de la participation des citoyens aux différentes consultations.

En effet, si les conditions précaires de vie passées et présentes des individus leur apportent des sources d'insatisfactions profondes et des volontés de changements futurs, une question souvent s'impose à eux de savoir si, en s'engageant dans une action pour le changement, ils y parviendront (Verlhiac, 2006). En accord avec la théorie de l'efficacité, les études sur le militantisme indiquent que des conditions néfastes stimulent l'intention de provoquer le changement, « non chez ceux qui ont perdu espoir, mais chez les membres les plus efficaces dont les efforts en vue de l'amélioration socio-économique ont déjà eu un certain succès » (Bandura, 2003, p. 738). D'où l'importance de prendre en compte les croyances d'efficacité dans l'explication du comportement électoral des jeunes diplômés camerounais, puisqu'elles ont démontré leur pouvoir explicatif et prédictif dans d'autres applications. Ainsi, la question de recherche à laquelle nous allons répondre est la suivante : la participation électorale des jeunes diplômés camerounais varie-t-elle en fonction des effets conjugués de leurs sentiments de privation relative et d'efficacité politique collective ?

Le chômage et le sentiment de privation relative comme moteurs du changement social

Le chômage au Cameroun

Les problèmes liés à l'emploi des jeunes continuent de s'étendre aussi bien dans les pays industrialisés que dans les pays en développement, avec un nombre toujours plus élevé de jeunes exposés au chômage ou cantonnés dans des emplois précaires, temporaires ou de mauvaise qualité. Les jeunes issus de groupes sociaux défavorisés sont particulièrement touchés, perpétuant ainsi le cercle vicieux de la pauvreté et de l'exclusion sociale. Dans les pays en développement et singulièrement au Cameroun où le diplôme ne garantit pas automatiquement un emploi conséquent, le problème se pose davantage en termes de sous-emploi et de travail mal rémunéré ou médiocre dans le secteur informel (Ngonzo, Ngono, Owona & Youmbi, 2006).

En effet, l'analyse des résultats de la 2ème Enquête sur l'Emploi et le Secteur Informel (EESI2) réalisée en 2010 permet de constater qu'effectivement le chômage ou le sous-emploi est un problème préoccupant pour la société camerounaise. D'après des statistiques produites par l'Institut National de la Statistique (INS, 2011), c'est encore les jeunes relativement de la tranche d'âge 15-34 ans qui seraient les plus touchés.

Au sens du BIT, le taux de chômage au Cameroun est estimé à 4,3 %. Cependant le taux de sous-emploi global jusqu'en 2010 est de 70,6 %. Et l'un des objectifs relatifs à l'emploi énoncé dans le Document de Stratégie de la Croissance et de l'Emploi (DSCE) est de ramener ce taux à moins de 50 % en 2020. Malheureusement, malgré le soutien et la mise en œuvre des programmes et projets de promotion de l'emploi (FNE1, PIAASI2, PAJER-U3, etc.) par les pouvoirs publics et la redynamisation des recrutements dans la fonction publique, jusqu'en 2010, 90,5 % des actifs occupés exercent dans l'informel au Cameroun tandis que plus de 7 actifs occupés sur 10 soit 70,6 % sont en situation de sous-emploi. En plus, la forme la plus observée est le sous-emploi invisible (63,7 %) qui est la situation de l'actif occupé dont le revenu horaire issu de l'emploi principal est inférieur au SMIG4.

Par ailleurs, les disparités les plus significatives sont observées en fonction de l'âge et du niveau d'instruction. D'après le BIT (2012), les jeunes, notamment ceux de la tranche de 15 à 34 ans sont confrontés à des difficultés d'insertion dans la vie active et sont davantage victimes du chômage que les autres catégories de la population. Ainsi, l'âge moyen des chômeurs selon l'INS (2010) se situe autour de 27 ans et la proportion de jeunes (15-34 ans) chômeurs au sens du BIT par rapport au nombre total de chômeurs est de 84,1 % (Kwitou Ngofang & Vignaud, 2012).

De même nous l'avons mentionné, le chômage croît avec le niveau d'instruction. Ainsi le niveau moyen d'instruction des chômeurs est de 9,6 années d'études réussies. En 2010, le taux de chômage global des personnes n'ayant aucune instruction était de 1 %, avec respectivement 1,7 % chez les hommes et 3,1 % chez les femmes ayant un niveau d'instruction primaire. Chez les personnes ayant atteint le niveau secondaire premier cycle, ce taux passe à 3,8 % pour les hommes et à 5,7 % pour les femmes. Et chez ceux ayant atteint le second cycle, il passe à 5,7 % pour les hommes et à 12 % pour les femmes. Le Chômage est plus élevé chez les personnes ayant atteint le niveau supérieur. Soit 9,3 % pour les hommes et 20 % pour les femmes (BIT, 2012). Cette situation traduit deux faiblesses du marché du travail au Cameroun : l'inadéquation entre l'offre de formation et la demande d'emploi et l'absence d'un tissu industriel développé, à même de pourvoir des emplois qualifiés (Kwitou Ngofang & Vignaud, 2012). Ce qui rend le quotidien des jeunes diplômés inconfortable. Ils sont ainsi touchés par les processus de la précarisation et de la paupérisation.

Dans cette perspective, une étude récente (Eboussi Boulaga, Nkolo Ayissi & Grp Agages, 2011) réalisée dans six des dix régions du Cameroun sur un échantillon de 650 jeunes âgés de 18 à 35 ans vient conforter l'idée selon laquelle il existe un lien entre le chômage des jeunes camerounais et leur participation politique. Cette étude avait pour but de faire une analyse situationnelle des perceptions et des attitudes correspondantes des jeunes concernant la politique au Cameroun, leur engagement ou non-engagement actuel ou potentiel. Elle visait surtout à identifier les obstacles à l'engagement politique des jeunes Camerounais. Il ressort de cette étude que l'implication des jeunes dans la politique peut être améliorée par la solution à leurs problèmes. L'emploi étant la première condition à satisfaire pour une participation citoyenne des jeunes (30,7 %), suivi de la prise en compte des jeunes dans la gestion de la cité (30 %) (Eboussi Boulaga & al. 2011, p. 121). Par ailleurs, seulement 8,3 % posent comme conditions « l'inscription sur les listes électorales ». Le sentiment d'exclusion est ainsi perceptible chez ces jeunes, d'où leur faible implication à la chose politique.

En effet, il semble qu'en l'absence d'un point d'ancrage social, les acquis scolaires et professionnels se dégradent, les ressources créatives s'amenuisent, les capacités mnésiques s'altèrent. D'autre part, cette situation peut entraîner un bouleversement majeur de l'individu dans ses rapports avec autrui et dans son bien-être psychique et physique : les liens sociaux se restreignent, l'identité sociale se réévalue à la baisse, le sentiment de contrôle exercé sur sa vie et son environnement s'en trouve diminué. Il en résulte un sentiment d'impuissance qui handicape le chômeur dans la plupart de ses initiatives (Herman & Ypersele, 2004).

Conformément à la littérature (Crosby, 1976 ; Runciman, 1966) ces sentiments sont précurseurs et nécessaires à l'émergence d'un état de privation relative (sentiment d'injustice important, affects négatifs en ce qui concerne le sort personnel, désir important d'améliorer le quotidien). Les chômeurs éprouvent des sentiments de privation relative (PR) liés à la fois à leur statut et à un objet désirable qu'ils n'ont pas encore obtenu (i.e., le travail).

Le sentiment de privation relative comme moteur du changement

La théorie de la privation relative (PR) trouve ses fondements dans l'activité de comparaison sociale des individus (Dif, Guimond, Martinot & Redersdorff, 2001 ; Guimond & Tougas, 1994). L'origine de leurs sentiments de PR ou, plus précisément leurs insatisfactions relatives à leurs conditions sociales d'existence et leurs sentiments d'injustice, ne sont pas seulement reliées à leurs réactions face à leur situation objective. Elles dépendent des comparaisons subjectives que les individus établissent avec autrui et des caractéristiques de ce dernier (i.e., le statut ou la position favorable vs. défavorable que les individus perçoivent pour eux-mêmes par rapport à autrui). Plusieurs conditions d'émergences du sentiment de PR peuvent être données. Elles sont liées : 1) au sentiment qu'un individu (ou un groupe) a d'être privé de « X » (objet ou statut) quand il ne l'a pas ou ne l'a plus ; 2) au fait qu'il croit que d'autres personnes (ou groupes) le détiennent (que cela soit le cas ou non) ; 3) au statut ou objet qu'il désire et qu'il pense être en mesure d'obtenir (Crosby, 1976 ; Runciman, 1966).

De plus, les insatisfactions et sentiments d'injustice sont accrus quand les individus réalisent qu'un déroulement différent des événements antérieurs aurait amélioré leur quotidien (Folger, Rosenfield, Rheaume & Martin, 1983). Par ailleurs, le sentiment de PR est d'autant plus actif dans la volonté de changement des individus, que leur situation potentiellement s'est déjà améliorée et peut s'améliorer, ou qu'ils perçoivent ce changement possible pour eux ou à leur portée (Runciman, 1966 ; Walker & Smith, 2002).

La littérature sur la PR nous montre qu'il existe deux types de sentiments de privation relative : (inter)personnel et groupal (Walker & Pettigrew, 1984). Les standards de comparaison auxquels se comparent les individus vont en définir la nature (Dambrun & Guimond, 2001 ; Walker & Smith, 2002). La PR éprouvée au niveau groupal résulte de comparaisons établies entre l'intragroupe et un hors groupe mieux loti. La PR personnelle intervient lorsque l'individu établit des comparaisons : 1) à un niveau personnel et plus précisément temporel passé et présent (Albert, 1977 ; Crosby, 1976 ; Olson & Hazlewood, 1986) ; 2) Entre soi et autrui (PR interpersonnelle ; 3) entre soi et un groupe dont il fait partie (PR endogroupale) ou dont il ne fait pas partie (PR exogroupale) (Walker & Pettigrew, 1984).

Lorsque des comparaisons établies à un niveau personnel ou groupal sont établies, et qu'elles génèrent respectivement des sentiments de PR personnelle et groupale, les conséquences au niveau de l'action individuelle et collective ne sont pas les mêmes. Au niveau intrapersonnel et temporel (e.g., chômeur qui retrouve un emploi sous qualifié, moins bonne rémunération par rapport à un emploi précédent) (Feldman, Leana & Bolino, 2002) ou sur le plan interpersonnel (e.g., salaires inférieurs aux collègues) (Buunk & Janssen, 1992) les individus qui éprouvent des sentiments de PR personnel tenteront de modifier leurs conditions de vie sur le plan individuel plutôt que collectif (e.g., préparer un concours, suivre une formation professionnelle). Ces types de PR

relèvent du domaine de la mobilité sociale (Runciman, 1966).

Du point de vue des comparaisons groupales, les individus qui perçoivent une injustice de traitement de leur groupe d'appartenance par rapport à d'autres groupes (e.g., demandeurs d'emploi issus de famille maghrébine, étrangers ou de nationalité française face à des Français de « souche) éprouveront des sentiments de PR groupal (Dubé & Guimond, 1986 ; Rebzani & Durand-Delvigne, 2004). Ils préféreront alors adopter des stratégies de changement social comme le milimilitantisme, l'action politique, la revendication sociale (e.g., contestation et manifestation contre la discrimination à l'embauche) aux dépens de stratégies de mobilité sociale et de promotion personnelle (Petta & Walker, 1992 ; Walker & Pettigrew, 1984 ; Walker & Smith, 2002).

Élections et changement social

D'après les modèles rationalistes d'action politique (Downs, 1961), les consultations électorales donneraient l'occasion aux citoyens de provoquer le changement par l'alternance. Dans cette optique, les jeunes diplômés camerounais qui éprouvent le mécontentement et désirent ainsi améliorer leur quotidien, devraient participer régulièrement aux consultations électorales, moments opportuns pour eux d'exprimer leur sentiment d'exaspération en choisissant les candidats qui pourraient potentiellement leur apporter le changement escompté. D'autant plus que les croyances en la possibilité d'une mobilité sociale s'amenuisent avec la rareté de l'emploi. Surtout au regard des rôles qui sont ceux des services gouvernementaux, sur la qualité de vie dans une société, « si les personnes veulent avoir un certain contrôle sur leur vie, elles doivent donc influencer le système politique » (Bandura, 2003, p. 715).

La participation électorale au Cameroun

Depuis un certain nombre d'années le Cameroun fait face au phénomène d'abstentionnisme électoral, désigné par les politologues comme la « crise de participation » (Akoa, 2013). Les deux principaux indicateurs de cette « anomalie politique » sont connus : peu d'engouement pour les inscriptions sur les listes électorales ou pour le retrait des cartes d'électeurs d'une part et un empressement modéré le jour du vote d'autre part. Ces éléments combinés sont apparus si importants pour la crédibilité des consultations électorales que les autorités camerounaises ont dû y faire face à coups de mesures : instauration de façon récurrente à la veille des échéances par le Président de la République de la gratuité de la carte nationale d'identité ; campagne d'intensification des inscriptions sur les listes électorales initiées et menées par les formations politiques y compris celles de l'opposition ; report des élections, notamment les élections législatives et municipales prévues en 2012, révision de la loi électorale et refonte sur fond biométrique du fichier électoral entre 2012 et 2013.

Au regard des résultats des différents recensements de la population camerounaise et

des indices de croissance annuelle de cette dernière, des différents rapports généraux sur les élections publiés par l'Observatoire National des Élections (ONEL, 2002, 2004, 2007) et Elections Cameroon (ELECAM, 2011, 2013) nous constatons qu'alors que la population camerounaise a pratiquement doublé entre 1992 et 2013, passant de 12 à plus de 21 millions, le nombre d'inscrits sur les listes électorales quant à lui a stagné à quatre millions en 15 ans. De plus, le taux d'abstention par rapport au nombre d'électeurs potentiels va croissant en passant de 43,45 % en 1992 à 53 % en 2013.

Si les données par tranches d'âge sont plus difficiles à établir, il semble que la participation des jeunes a décru presque aussi vite (Tala Wakeu, 2012 ; Eboussi Boulaga & Nkolo Ayissi, 2011). D'après une étude sur les jeunes et la politique au Cameroun, la fondation Friedrich Ebert Stiftung (2011), constate qu'en dépit du fait que la jeunesse camerounaise représente la majorité de la population, plusieurs élections démocratiques organisées au Cameroun depuis 1996 ont montré l'apathie des jeunes vis-à-vis des élections.

De même, selon un rapport du Fonds des Nations Unies pour la Démocratie (FNUD, 2014, p 8), « le grand gagnant des élections de 2007, 2011 et de 2013 reste la désertion des urnes par les citoyens. Et compte tenu de la pyramide des âges au Cameroun, ce sont essentiellement les jeunes représentant la majorité des électeurs (54 %), qui ont déserté les urnes. » Il est évident selon Eboussi Boulaga (1999, p. 72) que ces jeunes constituent « la masse d'électeurs potentiels dont l'irruption dans l'arène politique serait un saut qualitatif vu leur niveau d'instruction parfois élevé ». Cette situation a amené les responsables de l'institution en charge du processus électoral (ELECAM, 2015), à mettre un point d'honneur, pendant les périodes de révision des listes électorales, à l'inscription des jeunes de cette tranche d'âge (20-35 ans) qui selon Tagne (2013) se démarquent de plus en plus par une certaine réticence. Ce constat laisse croire que ces jeunes, malgré leur situation de précarité et leur sentiment de mécontentement, n'ont aucune volonté de s'engager dans une action pouvant provoquer le changement en leur faveur alors que les élections leur en donne l'occasion.

En effet, les modèles explicatifs du comportement électoral, dits « du choix rationnel » stipulent que « l'électeur a des préférences politiques, il est capable de les hiérarchiser, et de choisir l'alternative électorale qui maximise le bénéfice attendu » (Mayer, 2007, p. 21). Il agit ainsi comme un acheteur qui parmi les programmes qui lui sont proposés par des entrepreneurs politiques achète par son vote celui qui lui procure plus d'utilité. Partant de cette logique, Mayer (2007, p. 22) affirme que « l'électeur ne vote pas nécessairement pour le candidat le plus proche, mais pour celui qui lui paraît le plus susceptible de changer les choses ». Autrement dit, il existe un point neutre ou statu quo à partir duquel l'électeur évalue la direction probable du changement. Et l'évaluation qu'il fait des candidats ne tient pas seulement compte de leur position sur un enjeu de politique publique mais de la capacité qu'il leur attribue à la mettre en œuvre (Mayer, 2007).

Dans cette logique, l'abstentionnisme électoral n'a pas lieu d'être. Que l'on soit de la

catégorie des mécontents ou de celle qui approuve la politique des gouvernants, on devrait toujours avoir une raison de participer. On doit participer soit pour maintenir les gouvernants en poste, soit pour les sanctionner en accordant son vote à un autre candidat ou parti politique, comme l'ont illustré les travaux de Fiorina (1977, cité par Mayer, 2007, p. 22) : « l'électorat tient le gouvernement en place pour responsable de l'état de l'économie et vote en conséquence : si les indices sont bons, il le récompense en votant pour lui, s'ils sont mauvais, il le punit en votant pour l'opposition ».

Dans ce sens, nous l'avons mentionné, les consultations électorales devraient se présenter aux jeunes camerounais privés d'emploi comme des moments opportuns de provocation du changement escompté, à travers le choix des personnes ou des partis politiques présentant des programmes politiques susceptibles d'apporter une amélioration à leur statut. Cependant, on observe plutôt une indifférence ou une absence d'action de revendication qui se manifeste par leur abstention aux consultations électorales.

Le problème que nous posons se fonde ainsi sur les insuffisances de la théorie de la PR à expliquer à elle seule le comportement apathique des jeunes diplômés camerounais qui pourtant sont mécontents de leur condition de précarité et de paupérisation. Plus précisément, il s'agit du problème de l'inadéquation entre le sentiment de PR éprouvé par de jeunes diplômés et leur motivation à provoquer le changement à travers une participation active aux consultations électorales. Ainsi on pourrait se demander si le sentiment de privation relative ou le mécontentement ressenti par des individus suffit à les motiver à s'engager dans des actions politiques visant à provoquer le changement social et donc personnel. La théorie de la PR nous apprend donc que les comparaisons sociales défavorables des individus affectent leurs sentiments de PR et que ces sentiments sont des éléments moteurs pour l'action ou des déclarations d'intention. Nous nous demandons à ce sujet si, préalablement à toute volonté de changement des individus, le sentiment de PR n'agit pas en premier lieu au niveau de leurs croyances quant à leurs chances d'améliorer leur situation personnelle par rapport aux autres, dans une espèce de collégialité tacite.

Le sentiment d'efficacité politique collective

Dans l'arène politique, l'efficacité se révèle dans les croyances des participants en leur capacité collective à produire des changements sociaux par l'action politique. Cette efficacité perçue n'est pas la somme des croyances de chacun des membres, mais une propriété émergente au niveau du groupe. L'efficacité perçue va avoir un impact sur le fonctionnement du groupe, plus l'efficacité collective est importante, plus l'investissement motivationnel est important, plus la résistance aux obstacles est importante et plus grandes seront les réalisations du groupe (Bandura, 2006, cité par Gros & Feertchak, 2015).

Bandura (2003) souligne l'importance de ce sentiment d'efficacité aux bonnes fins de la démocratie. Une faible efficacité perçue aura pour conséquence un manque d'activités politiques qui sera dommageable au niveau du système politique. Elle génère

mécontentement et scepticisme, les citoyens manquent de confiance civique et sont peu enclins à supporter même sur le court terme les sacrifices qui pourraient s'avérer nécessaires.

L'efficacité politique est un facteur nécessaire pour engager une action militante au niveau politique et pour poursuivre revendications et contestations. Voilà pourquoi Mayer et Verlhiac (2004) soulignent que s'engager dans un plan d'action visant le changement est lié à la croyance en la probabilité de l'occurrence de l'événement désiré (Anderson, 1983) voire sa contrôlabilité (Higgins & al. 1997). La théorie sociocognitive note par ailleurs que les expériences de succès remarquables dans un domaine particulier tendent à accroître les sentiments d'efficacité dans ce domaine, tandis que les échecs remarquables ou répétés tendent à faire baisser les sentiments d'efficacité pour le domaine. Ainsi, les défis qui sont bien au-delà de la portée vont créer des échecs répétés et impliquer un risque de désengagement des efforts entrepris.

D'après Njoya (2003, p. 90), depuis le retour du multipartisme au Cameroun, on constate que le « marché » politique ne cesse de se rétrécir en entraînant une fermeture progressive de la concurrence et une tendance à la dérive mono-partisane avec le risque d'immobilisme que cela peut entraîner. En fait, cet auteur, souligne les scores du RDPC[5], parti au pouvoir, aux différentes élections organisées au Cameroun depuis les présidentielles de 1992, qui démontrent que ce parti n'a presque jamais perdu les élections et prouvent que l'opposition est presque impuissante ; ce qui traduit le caractère non concurrentiel de la compétition électorale au Cameroun. C'est une réalité qui se matérialise par les multiples défaites de l'opposition alors qu'il est admis que la démocratie ne saurait longtemps survivre sans que les citoyens donnent naissance à une culture politique de participation qui n'est possible que si la scène politique est réellement concurrentielle (Dahl, 1998, p. 52).

L'abstentionnisme illustre bien la faiblesse de la compétition électorale et donc un déficit énorme de concurrence. Ce qui participe à la construction des élections sans incertitude. Pourtant, c'est elle qui justifie et motive la concurrence et la participation (Kamto, 1999, p. 101) ; d'autant plus que « le vote n'a plus toute son importance vue que certains le considère comme étant incapable d'apporter des solutions à leurs problèmes mais surtout d'assurer une alternance » (Tala Wakeu, 2012, p. 82). Ainsi, l'absence d'alternance politique pourrait amener les citoyens à croire que le système social est ingérable. Or d'après Bandura (2003, p. 716), les croyances d'incontrôlabilités sont personnellement et socialement handicapantes. Alors que considérer que l'on peut modifier un système social favorise une pensée et une action productives susceptibles d'améliorer le quotidien. De plus, croire qu'un système social est modifiable favorise la résilience de l'efficacité personnelle face aux multiples déceptions.

Dans le même ordre d'idée, à propos des obstacles à la participation politique, certaines personnes selon Tougas (2011, p. 13) s'abstiennent de prendre part à des démarches (individuelles ou collectives) visant à résoudre certains problèmes, « car elles se sentent inefficaces et du coup, perçoivent les difficultés comme insurmontables ». Par contre, les personnes ayant davantage confiance en leurs capacités approchent les problèmes

avec plus d'assurance et un sentiment qu'elles peuvent y exercer du contrôle. Ces dernières seraient donc plus enclines à s'impliquer dans le cadre d'efforts collectifs pour améliorer la qualité de vie de leur quartier ou leur communauté.

S'il est établi que le désespoir conduit au militantisme social, et plus précisément que les propriétés des sentiments de PR sont de mobiliser des intentions de changement et de mobilité personnels (Petta & Walker, 1992 ; Rebzani & Durand-Delvigne, 2004 ; Walker & Pettigrew, 1984 ; Walker & Smith, 2002), les données observées dans notre contexte remettent en question cette conception. À lui seul, le niveau de privation, qu'il soit mesuré en termes relatifs ou absolus ne serait qu'un faible prédicteur de l'action politique. La PR n'est pas en elle-même une cause suffisante d'action politique. D'autres facteurs déterminent le fait que les gens s'engagent dans des actions politiques visant l'amélioration de leur quotidien. Ainsi Bandura (2003, p. 738) relève que « des conditions néfastes stimulent l'intention de provoquer le changement, non chez ceux qui ont perdu espoir, mais chez les membres les plus efficaces dont les efforts en vue de l'amélioration socio-économique ont déjà eu un certain succès ». Voilà pourquoi expliquer le comportement électoral des jeunes diplômés camerounais nécessiterait une approche multifactorielle incluant les croyances d'efficacité, qui ont démontré leur pouvoir explicatif et prédictif dans plusieurs domaines d'application. Ainsi, l'objectif de cette étude consiste à vérifier si la participation électorale des jeunes diplômés camerounais varie en fonction des effets conjugués de leurs sentiments de privation relative et d'efficacité politique collective.

Méthodologie

Les participants

L'enquête est menée auprès de 552 jeunes âgés de 20 à 35 ans, titulaires d'au moins un baccalauréat ou de tout autre diplôme équivalent. Ils ont été sollicités suivant une technique d'échantillonnage non probabiliste, notamment par la méthode accidentelle consistant à interroger les sujets au fur et à mesure que le chercheur entre en contact avec eux. La tranche d'âge 20-35 ans se justifie par la définition de l'INS[6], selon laquelle la jeunesse est une classe d'âge ; et toute personne âgée de plus de 35 ans n'en fait pas partie. De même le Bureau International du Travail définit les jeunes en fonction des personnes en âge de travailler. Il s'agit des personnes allant de 15 à 34 ans, notamment les étudiants et les jeunes en difficulté d'insertion (BIT, 2012). Par ailleurs dans notre étude, nous avons tenu compte de la majorité électorale au Cameroun qui est de 20 ans.

Au total, il ressort de l'enquête final que 48,7 % des participants sont du sexe féminin contre 51,3 % du sexe masculin. La moyenne d'âge est de 28,7 ans ; le sujet le plus jeune a 21 ans alors que le plus âgé en compte 35. L'écart-type par rapport à l'âge moyen est de 4,34. L'enquête a été menée dans trois principales villes du Cameroun à savoir Bafoussam, Douala et Yaoundé. Ces grands centres urbains sont d'après l'INS

(2010) parmi les localités qui affichent les plus forts taux de chômage et de sous-emploi. L'exode rural vers ces villes, en augmentant la population des inactifs et des chômeurs, explique cette état de chose. Ainsi, c'est dans ces villes que l'on retrouve la plupart de jeunes diplômés au chômage ou alors reconvertis dans l'informel.

L'instrument de collecte des données : construction et validation

Un questionnaire à échelles d'attitudes a servi d'instrument de collecte des données. Nous avons respecté les étapes proposées par DeVellis (2003) dans le cadre de l'élaboration du questionnaire. Il s'agit entre autres de : la détermination de l'objet de mesure à la lumière de la théorie ; la génération des énoncés ; le choix du dispositif de réponse ; la vérification de la clarté des items auprès des comités d'experts ; le pré-test et le test de fiabilité. Le questionnaire compte 91 items, y compris ceux portant sur les caractéristiques sociodémographiques des participants.

La mise au point de la version préliminaire de l'instrument a donc eu son origine conceptuelle à partir de la théorie de la privation relative, de la théorie l'efficacité de Bandura (1986, 1997, 2003) et de la documentation scientifique en lien avec la problématique de la participation électorale.

Nous avons effectué la passation du pré-test auprès de 36 jeunes pour construire le questionnaire final. Cette version finale est composée de 53 énoncés répartis en trois parties. La première partie du questionnaire est composées d'énoncés développés dans le but de mesurer la première variable à l'étude, à savoir les sentiments de privation relative (PR). En conformité avec la théorie de la PR, le questionnaire développé dans le cadre de cette recherche mesurent les deux grandes dimensions de la privation relative ; soit la PR personnelle et la PR collective (Dubé & Guimond, 1986 ; Runciman, 1966). Les répondants devaient évaluer sur une échelle de 4 points allant de 1 « pas du tout vrai » à 4 « tout à fait vrai », leur niveau de privation relative. Ce questionnaire est adapté à la population concernée par cette étude et se compose de neuf questions qui mesurent les deux principales dimensions de privation relative interpersonnelle et collective. L'ordre de présentation des questions est aléatoire. Les quatre premières questions mesurent la première dimension et les quatre autres la deuxième.

La deuxième partie du questionnaire mesure les sentiments d'efficacité politique collective des jeunes diplômés camerounais. En conformité avec la théorie de l'efficacité collective, les items mesurant ce facteur sont développés à partir de quatre grandes variables à savoir : les expériences vécues des consultations électorales antérieures, les expériences vicariantes, la persuasion sociale des acteurs politiques et la perception de l'effort à fournir pour accomplir l'acte de voter. Cette partie se compose de 27 items qui mesurent les quatre variables.

La partie 3 de notre questionnaire est composée de 17 items. Elle évalue la participation électorale des jeunes diplômés camerounais. Notons qu'afin de mesurer la participation

ou l'abstention électorale, nous avons opté pour la construction d'un indicateur numérique composite en demandant à nos répondants si au moment de l'enquête, ils sont inscrits sur une liste électorale, s'ils ont voté lors de chacune des cinq dernières consultations électorales. Compte-tenu du fait que certains de ces jeunes n'ont pas pu participer à ces cinq dernières consultations électorales, nous les avons interrogées sur les consultations électorales qui les concernaient au regard de leur majorité électorale. Le résultat à cette question a donné un score d'abstention électorale, quantifié par le quotient :

Nombre de tours électoraux auxquels le sujet n'est pas allé voter/ Nombre de tours électoraux auxquels le sujet a eu le droit de voter X *100.*

D'après cette formule que nous empruntons à Tual et Lecigne (2009), plus le score est élevé, plus le taux d'abstention aux élections l'est aussi. Cette variable sera traitée sous la forme d'une variable ordinale. Pour les autres parties constituées d'échelles d'attitude, les participants indiquent leur degré d'accord avec les énoncés sur des échelles à 4 points, dont les extrémités sont polarisées de 1 « Pas du tout vrai » à 4 « Tout à fait vrai ». Le calcul de l'indice alpha de Cronbach a permis d'éprouver la cohérence interne des parties du questionnaire évaluées à partir des échelles de Likert. Pour chaque dimension, le tableau suivant indique l'alpha de Cronbach correspondant. Il est satisfaisant, puisque au moins égal à 0,70 dans tous les cas.

Tableau 1 : La cohérence interne des échelles.

Variables mesurées	**Nombre d'items de départ**	**Nombre d'items conservés**	**Nombre d'items exclus**	**Alpha de Cronbach**
Le sentiment de privation relative	10	9	1	0.88
Les expériences vécues des consultations électorales antérieures	9	9	0	0.90
Les expériences vicariantes	6	5	1	0.70
La persuasion sociale des acteurs politiques	6	6	1	0.76
La perception de l'effort à fournir pour accomplir l'acte de voter	6	6	0	0.73

La dernière partie du questionnaire porte sur les caractéristiques sociodémographiques des participants. Cette partie visant à recueillir des informations sur les caractéristiques de notre échantillon, a été renvoyée à la fin du questionnaire pour permettre de gagner d'abord la confiance des répondants avant de les questionner sur ces aspects plus délicats. Cette façon de faire favorise l'obtention de réponse à ces questions (Fink, 2006).

Résultats

Évaluation de la participation électorale

La participation électorale moyenne des jeunes diplômés camerounais, pour les cinq dernières consultations, mesurée par notre indicateur numérique composite, est de 53.3 %. Un total de 86 enquêtés (15,6 %) non participé à aucune des cinq dernières élections, alors que 110, soit 19,9 % ont participé à 100 %. Quant au reste (64,5 %), la participation a été de façon intermittente. Le score moyen hypothétique ici étant de 50, même si le test de Student permet de conclure que la participation électorale des jeunes diplômés est au-dessus de la moyenne ($t = 36,87$; $p<0.01$), toujours est-il que le taux d'abstention reste élevé (soit 46.7 %).

En ce qui concerne les formes d'actions politiques préférées pour exprimer une préoccupation, la participation protestataire est privilégiée par les jeunes diplômés camerounais. Soit un pourcentage de 51,6 % de répondants contre 48,4 %. Ces chiffres révèlent les vraies intentions de la majorité des jeunes qui ont pourtant affirmé avoir l'intention de s'inscrire ou d'aller voter aux prochaines élections.

Présentation des données relatives au sentiment de privation relative

Un résumé des analyses descriptives indique sur 552 répondants, seuls 10,5 % réalisent de faibles scores en termes de sentiments de privation relative. Le reste, (89,5 %) ont manifesté à différents niveaux des sentiments de privation relative. La moyenne des scores de sentiment de PR est de 26,01, avec un écart-type de 5,88. Le score le plus bas est de 11 et le plus élevé de 36.

Étant donné que 9 items mesurent le sentiment de PR, le score le plus bas possible pour celui qui n'a fait que cocher « 1 = Pas tout à fait vrai », est de 9 ; par contre, celui qui n'a coché que « 4 =Totalement vrai » réalise un score de 36. Le score moyen hypothétique dans cette logique est de 22,5. Le test de Student permet de conclure que les sentiments de PR des jeunes diplômés sont effectivement élevés ($t = 103,79$; $p<0.01$). Ces jeunes insatisfaits de leur condition devraient adopter un comportement visant à l'améliorer en provoquant le changement social à travers une participation régulière aux consultations électorales. Existe-t-il vraiment un lien entre ce sentiment éprouvé et la participation électorale des jeunes diplômés camerounais ?

Tableau 2 : Matrice des corrélations entre la participation électorale et le sentiment de PR.

		Sentiments de privation relative	La Participation Électorale
	Pearson Correlation	1	-.545**

		Sentiments de privation relative	La Participation Électorale
Sentiments de privation relative	Sig. (2-tailed)		.000
	N	552	552
La Participation Électorale	Pearson Correlation	-.545**	1
	Sig. (2-tailed)	.000	
	N	552	552

**. La corrélation est significative au niveau 0.01 (bilatéral).

À travers le tableau 2, nous remarquons que la relation entre les sentiments de PR et la participation électorale est de grande taille et que l'association est forte (r = -0,54 ; p< 0.01). Le sens de la relation étant négatif, cela signifie que plus le sentiment de privation relative est élevé plus la participation électorale diminue. Ainsi les sentiments de privation relative affectent négativement la participation électorale des jeunes diplômés camerounais. Qu'en est-il du sentiment d'efficacité politique collective ?

Les sentiments d'efficacité politique collective

Les sentiments d'efficacité politique sont construits à partir de quatre sources que sont les expériences actives de maîtrise, les expériences vicariantes, la persuasion sociale et les états physiologiques et émotionnels. Ainsi nos variables ont été formulées à partir de ces concepts.

Les expériences vécues des consultations électorales antérieures (Expériences demaitrise)

Les expériences vécues des consultations électorales antérieures sont mesurées par neuf items. Le résumé des scores indique que 63,2 % de sujets ont des expériences négatives des consultations électorales antérieures. La faible performance et les échecs que connaissent les partis politiques d'opposition aux élections, amène les jeunes diplômés à croire finalement que la participation au vote ne peut influencer les résultats. La moyenne des scores des expériences vécues des consultations électorales antérieures est de 21,32, avec un écart-type de 7,79. Le score le plus faible enregistré est de 9 alors que le plus élevé est de 36.

Un ensemble de 9 items mesurent cette les expériences vécues des consultations électorales antérieures, le score le plus bas possible pour celui qui n'a fait que cocher « 1 = Pas tout à fait vrai », est de 9 ; alors que celui qui n'a coché que « 4 =Totalement vrai » réalise un score de 36. Le score moyen hypothétique dans ce sens est de 22,5. Le test de Student permet de conclure que les expériences vécues des consultations électorales antérieures des jeunes diplômés camerounais sont effectivement négatives (t = 64,30 ; p<0.01). Ce qui les amène à s'abstenir aux élections.

Les expériences issues de l'observation du comportement des pairs dans d'autres contextes (Expériences Vicariantes)

Le résumé des scores relevant de la statistique descriptive indique que la majorité des jeunes diplômés (66,8 %) réalisent des scores bas en matière d'expériences vicariantes. La moyenne des scores d'expériences vicariantes est seulement de 13,60, avec un écart type de 7,71, ce qui renvoie à un score bas des expériences vicariantes en tant source de l'efficacité politique collective. Le score minimal enregistré est de 6 alors que le score maximal est de 23.

Étant donné que 6 items mesurent cette modalité, le score le plus bas possible pour celui qui n'a fait que cocher « 1 = Pas tout à fait vrai », est de 6 ; alors que celui qui n'a coché que « 4 =Totalement vrai » réalise un score de 24. Le score moyen hypothétique dans ce sens est de 15. Le test de Student permet de conclure que les expériences des jeunes diplômés camerounais issues de l'observation du comportement des pairs sont effectivement négatives ($t = 67,75$; $p<0.01$). Ce qui les amène à s'abstenir aux élections.

La persuasion sociale par les acteurs politiques

Le résumé de scores de l'analyse descriptive indique que 79,2 % des sujets ne sont pas convaincus par les acteurs politiques. La moyenne des scores est de 13,42, avec un écart-type de 3,67. Le score le plus bas en matière de persuasion sociale des acteurs politiques est de 6 alors que le plus élevé est de 24.

Un total de 6 items mesure cette modalité. Ainsi le score moyen hypothétique dans cette logique est de 15. Le test de Student permet de conclure que la persuasion sociale des acteurs politiques est effectivement faible ($t = 85,93$; $p<0.01$). Ce qui les amène à s'abstenir aux élections. C'est dans cette logique que Tual et Lecigne (2009) affirme que ce sont les effets masquants de la communication politique sur les pratiques attendues par les gens, associés à l'influence quasi-manipulatoire des politiques, qui est lié au comportement abstentionniste.

La perception de l'effort à fournir pour accomplir le vote.

Le résumé des scores relevant de la statistique descriptive indique 41,1 % de sujets ont réalisé de scores élevés en matière de perception de l'effort à fournir pour accomplir l'acte de voter. La moyenne est de 13,70, avec un écart-type de 4,89. Le score minimal est de 6 alors que le maximal est de 24.

Étant donné que 6 items mesurent cette modalité, le score le plus bas possible pour celui qui n'a fait que cocher « 1 = Pas tout à fait vrai », est de 6 ; alors que celui qui n'a coché que « 4 =Totalement vrai » réalise un score de 24. Le score moyen hypothétique dans ce sens est de 15. Le test de Student permet de conclure que les jeunes diplômés camerounais perçoivent les efforts à fournir pour accomplir le vote comme pénibles ($t = 78,25$; $p<0.01$). C'est au regard de la non-influence de leur vote sur les résultats des

élections, que la majorité des jeunes diplômés camerounais trouve les tracasseries y relatives comme des obstacles à éviter. Ainsi en évaluant les bénéfices et coûts éventuels liés à leur vote, ils sont amenés à s'abstenir.

Au bout du compte, les scores des sentiments d'efficacité politique collective sont la somme des scores des quatre sources d'efficacité mesurées, à savoir les expériences actives de maîtrise, les expériences vicariantes, la persuasion sociale et les états physiologiques et émotionnels. Seulement 21,7 % ont des sentiments d'efficacité politique collective élevés. La moyenne des scores d'efficacité politique est de 64,07, avec un écart-type de 17,4. Le score le plus bas est de 29 et le plus élevé de 99.

Un total de 27 items a mesuré cette variable, le score le plus bas possible pour celui qui n'a fait que cocher « 1 = Pas tout à fait vrai », est de 27 ; alors que celui qui n'a coché que « 4 =Totalement vrai » réalise un score de 108. Le score moyen hypothétique dans ce sens est de 67,5. Le test de Student permet de conclure que les sentiments d'efficacité politique collective des jeunes diplômés camerounais sont effectivement bas ($t = 86,48$; $p<0.01$). Ce qui expliquerait leur faible participation aux élections. Le tableau ci-dessus présente les corrélations entre les sentiments d'efficacité politique collective et la participation électorale des jeunes diplômés.

Tableau 3 : Matrice des corrélations entre participation électorale et efficacité politique collective.

**. La corrélation est significative au niveau 0.01 (bilatéral).

Le tableau 3 permet d'apprécier les corrélations non seulement entre les modalités du sentiment de l'efficacité politique collective, mais aussi entre elles et la participation électorale. Ainsi on peut constater que les relations entre les modalités de l'efficacité politique collective et la participation électorale sont toutes significative à $p< 0.01$. Le sens de la relation étant positif, cela signifie que plus le sentiment d'efficacité politique collective est élevé plus la participation électorale des jeunes diplômés camerounais augmente.

L'analyse de régression linéaire multiple permettra d'apprécier le pouvoir explicatif des sentiments de PR et d'efficacité politique sur la participation électorale.

Prédiction de la participation électorale des jeunes diplômés camerounais

Nous nous servons de l'analyse de régression linéaire multiple afin de prédire les scores de la participation électorale en fonction d'une valeur donnée de la combinaison des sentiments de privation relative et d'efficacité politique collective.

Jusqu'ici il est connu que la relation linéaire entre la privation relative et la participation

électorale est négative alors qu'elle est positive entre l'efficacité politique collective et la participation électorale, la question à laquelle répond la modélisation de la relation linéaire est la suivante :

Quelle proportion de la variance du taux de participation électorale est expliquée par la combinaison des sentiments de privation relative et d'efficacité politique collective ?

Tableau 4 : Analyse de la variance du modèle de régression participation électorale, sentiments de privation relative et d'efficacité politique.

Model		Somme des carrés	ddl	Moyenne des carrés	F	Sig.
1	Régression	375765,422	1	375765,422	795,07	,000a
	Résidu	259940,676	550	472,619		
	Total	635706,097	551			
2	Régression	392651,953	2	196325,976	443,452	,000b
	Résidu	243054,145	549	442,722		
	Total	635706,097	551			

a. Prédicteurs : (Constant), Sentiments d'efficacité politique
b. Prédicteurs : (Constant), Sentiments d'efficacité politique, Sentiments de privation relative
c. Variable Dépendante : La Participation Électorale Générale

On constate à la lecture du tableau 4 que selon les valeurs F obtenues dans les deux modèles, on peut rejeter l'hypothèse nulle. En effet, les valeurs de 795,070 et de 443,452 sont significatives à $p < 0,001$, ce qui indique que nous avons moins de 0,1 % de chance de se tromper en affirmant que le modèle contribue à mieux prédire la participation électorale que la simple moyenne.

Tableau 5 : Récapitulatif du modèle de régression linéaire.

a. Prédicteurs : (Constant), Sentiments d'efficacité politique.
b. Prédicteurs : (Constant), Sentiments d'efficacité politique, Sentiments de privation relative.
c. Variable Dépendante : La Participation Électorale.

Le tableau 5 contient plusieurs informations utiles. Premièrement, la valeur de la corrélation multiple (R) correspond à l'agglomération des points dans la régression simple. Elle représente la force de la relation entre la variable dépendante et la combinaison des variables indépendantes de chaque modèle. Les valeurs de 0,769 et de 0,786 suggèrent que les données sont ajustées de manière satisfaisante au modèle.

Ensuite, la signification du R^2 est évaluée en fonction de l'apport de chaque étape. La variation de F associée au premier modèle est significative ($p < ,001$). Ce modèle explique donc une proportion significative de la variance de la variable participation électorale. Nous sommes passés de $R^2 = 0$ à $R^2 = 0,769$. Le deuxième modèle fait passer le R^2 de 0,769 à 0,786. Cette variation de 0,027 apparait comme significative (p

< 0,001). Ainsi, en multipliant la valeur du R^2 par 100, elle indique que 61,8 % de la participation électorale des jeunes diplômés camerounais est mieux expliquée par la combinaison des Sentiments de privation relative et d'efficacité politique collective.

Tableau 6 : Coefficients non standardisés et standardisés du modèle de régression.

Les coefficients non standardisés du modèle retenu nous permettent de reconstituer l'équation de la droite de régression suivante : **PE = 3,413 - 0,672SPR + 1,302SEPC,** avec **PE** = Participation Électorale ; **SPR** = Sentiments de Privation Relative ; **SEPC** = Sentiment d'Efficacité Politique Collective.

Discussion et conclusion

En soulevant ainsi le problème de l'insuffisance de la théorie de la PR à prédire à elle seule l'action politique, et plus précisément à expliquer le manque de motivation des jeunes diplômés camerounais à provoquer le changement souhaité par l'intermédiaire de leur participation active aux consultations électorales, malgré leur situation de précarité et leur sentiment de mécontentement manifeste, cette étude s'est attachée à mettre en perspective les relations entre les sentiments de PR des jeunes diplômés camerounais, leurs sentiments d'efficacité politique et leur participation électorale.

L'analyse des résultats, d'une manière générale, a permis de relever une corrélation positive entre la participation électorale et les sentiments d'efficacité politique. L'efficacité politique perçue est un facteur primordial dans la démarche de participation électorale. En ce sens que plus le sentiment personnel ou collectif de pouvoir influencer ou modifier le système social par l'intermédiaire du vote est élevé, plus les individus s'inscrivent sur les listes électorales, fréquentent les bureaux de vote, manifestent l'intention de le refaire et optent peu pour les méthodes de participation non institutionnelles.

Ces résultats confirment les pensées de Bandura (1997, 2003) selon lesquelles les croyances des individus relatives à leur influence sur un système social par des moyens personnels ou collectifs affectent leur perception de leur efficacité personnelle et le niveau de changement de l'environnement social qu'ils réalisent au fil du temps. Considérer qu'un système social est ingérable limite le sentiment de l'efficacité personnelle, ce qui à son tour, affaiblit le fonctionnement du groupe même quand les résultats souhaités sont accessibles. Alors que les croyances d'incontrôlabilités sont personnellement et socialement handicapantes, considérer que l'on peut modifier un système social favorise une pensée et une action productives susceptibles d'améliorer l'environnement social. De plus, croire qu'un système social est modifiable favorise la persévérance face aux multiples déceptions et reculs. Les citoyens qui ont un faible sentiment d'efficacité politique collective se sentent impuissants à changer les pratiques gouvernementales à quelque niveau que ce soit. Ceux qui croient pouvoir

parvenir à un certain changement social intensifieront leurs efforts pour modifier la politique et les pratiques institutionnelles à travers leur participation active aux élections (Bandura, 2003).

Il nous est permis de conclure que : la PR ne peut à elle seule expliquer la révolution politique ni par les méthodes coercitives illégales, ni par le moyen des urnes. D'autres facteurs interviennent entre l'intention et l'action. Ainsi il est nécessaire d'associer à la PR d'autres variables pour mieux comprendre certains comportement qui à première vue sembleraient inexplicables. Le sentiment de PR, associé aux croyances d'efficacité au changement politique et social explique mieux le comportement électoral des jeunes diplômés camerounais.

Ces résultats viennent conforter nos présomptions de départ en nous permettant de conclure que le sentiment de privation relative ou le mécontentement ressenti par des individus ne suffit pas à les motiver à s'engager dans des actions visant à provoquer le changement social et donc personnel. Pour que les gens s'engagent résolument dans un plan d'action visant le changement et l'amélioration de leur sort, ils doivent d'abord croire en la probabilité de l'occurrence de l'événement désiré, et en sa contrôlabilité. Toutes les quatre sources d'efficacité politique sont positivement reliées à la participation électorale de nos sujets. Ainsi, *la participation électorale des jeunes diplômés camerounais varie en fonction des effets conjugués de leur sentiment de PR et de leur efficacité politique perçue.* En accord avec la théorie de l'efficacité, des conditions néfastes stimulent l'intention de provoquer le changement, « *non chez ceux qui ont perdu espoir*, *mais chez les membres les plus efficaces dont les efforts en vue de l'amélioration socio-économique ont déjà eu un certain succès* » (Bandura, 2003, p. 738).

Les implications de notre recherche résident au niveau du développement de nouvelles politiques de lutte contre l'abstentionnisme électoral et la prévention des formes de participation politique qui sortent des circuits politiques traditionnels et s'accompagnent souvent de violences. En ce sens que les gens utilisent la forme d'influence politique pour laquelle ils estiment avoir le plus d'efficacité personnelle. Ainsi, pour favoriser une participation massive des citoyens aux élections, il ne suffit pas de mener des campagnes de sensibilisation, même si cela n'est sans doute pas sans conséquence. Plutôt, l'étude du rôle de la privation relative suggère qu'il faut relier la lutte contre l'abstentionnisme électoral à la lutte contre les injustices et les inégalités économiques et sociales. Par ailleurs l'étude du rôle des sentiments d'efficacité propose qu'en matière de lutte contre l'abstentionnisme électoral on doit tenir compte de l'efficacité perçue des individus à exercer une influence par des méthodes légales notamment le vote (Bandura, 2003).

1 Fond National de l'Emploi.

2 Programme Intégré d'Appui aux Acteurs du Secteur Informel.

3 Programme d'Appui à la Jeunesse Rurale et Urbaine.

4 SMIG : Salaire Minimum Interprofessionnel Garanti.

5 Rassemblement Démocratique du Peuple Camerounais.

6 Institut Nationale de la Statistique.

Abdoulkarimou (2010). La pratique des élections au Cameroun, 1992-2007. Regards sur un système électoral en mutation. Yaoundé : Éditions CLÉ.

Amin, M.E. (2004). Foundation of statistical inference for social science research. Kampala : Makerere University Printery.

Amin, M.E. (2005). Social science research : conception, methodology & analysis. Kampala, Makerere University Printery.

Bandura, A. (2003). Auto-efficacité. Le sentiment d'efficacité personnelle. Paris: Bruxelles, de Boeck.

Bandura, A. & Wood, R. E. (1989). Effect of perceived controllability and performance standards on self-regulation of complex decision-making. Journal of Personality and Social Psychology, 56,805-814.

Bureau International du Travail (2012). Profil national du travail décent au Cameroun. Genève : BIT.

Crosby, F.J. (1976). A model of egoistical relative deprivation. Psychological Review, 2(83), 85-113.

Dambrun, M. & Guimond, S. (2001). La théorie de la privation relative et l'hostilité envers les Nord-Africains. Revue Internationale de Psychologie Sociale, 14(1), 57-89.

Downs, A. (1957). An economic theory of democracy. New-York : Harper & Row.

Downs, A. (1961). Théorie économique et théorie politique. Revue Française de Science Politique, 2(11), 380-412.

Dube, L. & Guimond, S. (1986). Relative deprivation and social protest. In J.M. Olson, C.P. Herman & M.P. Zanna (Eds.), Relative Deprivation and Social Comparison: The Ontario Symposium (pp. 201-216). Hillsdale, N.J : Lawrence Erlbaum.

Dubus, A. (2000). Enquêtes par questionnaire : les évaluateurs des représentations. Les Cahiers Théodile, Université de Lille 3, 121-144.

Duverger, M. (1988). Sociologie politique. Paris : PUF.

Eboussi Boulaga, F. (1997). La démocratie en transit au Cameroun. Paris : L'Harmattan.

Eboussi Boulaga, F. (1999). Lignes de résistance. Yaoundé : Éditions Clés.

Eboussi Boulaga, F., Nkolo Ayissi, E. & Grp Agages (2011). Les jeunes et la politique au Cameroun : quelles perceptions pour quelle participation ? Yaoundé : Friedrich Ebert Stifung.

Galland, O. & Louis, M.-V. (1982). Chômage et action collective. Actes du colloque de Dourdan, L'emploi : enjeux économiques et sociaux, 148-163, Paris : Maspero.

Gaxie, D. (2014). Abstentionnisme. In Encyclopædia Universalis. En ligne http://www.universalis. fr/encyclopedie/abstentionnisme/, consulté le 19 septembre 2014.

Gros, M.-H. & Feertchak, H. (2015). Penser la compétence politique des jeunes, Les Cahiers de Psychologie politique, 27. En ligne http://lodel.irevues.inist.fr/cahierspsychologiepolitique/index.php ? id =2995

Guimond, S. (2003). Les racines de la révolte. Sciences Humaines, 144, 28-29.

Guimond, S. & Tougas F. (1999). Sentiments d'injustice et actions collectives : la privation relative. In R.Y. Bourhis & J.P. Leyens (Eds.), Stéréotypes, discrimination et relations intergroupes (chap. 8, pp. 201-231). Sprimont : Mardaga.

Herman, G. & Van Ypersele, D. (2004). L'identité sociale des chômeurs. Les cahiers du Cerisis, 10, Louvain : UCL.

INS (2010). Deuxième Enquête sur l'emploi et le secteur informel. Yaoundé : INS.

INS (2011). Jeunes et marché du travail au Cameroun en 2010. Yaoundé ; INS.

Jaffre, J. & Muxel, A. (2000). S'abstenir, hors du jeu ou dans le jeu politique ? In P. Brechon, A. Laurent & P. Perrineau (Eds.), Les cultures politiques des Français (pp. 17-52). Paris : Presses de Sciences Po.

Jones, R.A. (2000). Méthodes de recherche en sciences humaines. Bruxelles : De Boeck Université.

Kamto, M. (1999). La déchéance du politique. Yaoundé : Mandara.

Kwitou Ngofang, H. & VignauD, J-M. (2012). L'emploi au Cameroun. Yaoundé : Ambassade de France au Cameroun, SER.

Mayer, N. (2007). Qui vote pour qui et pourquoi ? Les modèles explicatifs du choix électoral. Pouvoirs, 120, 17-27. DOI : 10.3917/pouv.120.0017

Mongoin, D. (2009). Variations politico-juridiques sur l'abstention électorale. Jus Politicum Autour de la notion de Constitution, 3.

Muxel, A. (1996). Les jeunes et la politique. Paris : Hachette.

Muxel, A. (2001). L'expérience politique des jeunes. Paris : Presses de Sciences Po.

Muxel, A. (008). Abstention : défaillance citoyenne ou expression démocratique ? Cahiers du Conseil Constitutionnel, 23, 1-5, 2008.

Ngonzo, R., Ngono, F., Owona, H. & Youmbi, B. (2006). Plaidoyer pour l'emploi jeune au Cameroun. Projet DSRP-Jeunesse, Yaoundé. En ligne http://dsrpjeunessecm.afrikblog.com, consulté le 16 juillet 2013.

Njengoué Ngamaleu H. R. (2015). Concours administratifs et psychologie des relations sociales au Cameroun. Revue Perspectives & Sociétés, 6(1), 30-47.

Observatoire Nationale des Élections (2002). Rapport général sur le déroulement des opérations des élections législatives et municipales de 2002, Yaoundé : ONEL.

Observatoire Nationale des Élections (2004). Rapport général sur le déroulement des opérations des élections présidentielles du 11 octobre 2004, Yaoundé : ONEL.

Perrineau, P. (2006). Les usages contemporains du vote. Pouvoirs, Revue Française d'Études Constitutionnelles et Politiques, 120.

Rebzani, M. & Durand-Delvigne, A. (004). Théorie de la privation relative et intentions comportementales des jeunes discriminés sur le marché de l'emploi. Revue Internationale de Psychologie Sociale, 17(4), 71-96.

République du Cameroun (2005). Document de Stratégie Sectorielle de l'Éducation. Yaoundé.

République du Cameroun (2010). La population du Cameroun en 2010. Yaoundé : 3e RGPH.

Runciman, W.G. (1966). Relative deprivation and social justice. London, Routledge & Kegan Paul.

Schnapper, D. (1982). Chômage et politique : une relation mal connue. Revue Française de Science Politique, 32(4-5), 679-702.

Tagne, R. (2011). ELECAM et le droit de vote au Cameroun. Yaoundé : CEPER.

Tala Wakeu, A. (2012). L'abstentionnisme électoral au Cameroun à l'ère du retour au multipartisme. Mémoire de Master en Science Politique non publié. Université de Dschang, Dschang.

Tougas, F., Dube, L. & Veilleux, F. (1987). Privation relative et programmes d'action positive. Revue Canadienne des Sciences du Comportements, 19, 167-177.

Tual, A. & Lecigne, A. (2009). L'abstention électorale des jeunes : quels liens avec leur image de la sphère politique ?, Les Cahiers de Psychologie politique, 14. En ligne

http://lodel.irevues.inist.fr/cahierspsychologiepolitique/.

Walker, I. & Mann, L. (1987). Unemployment, relative deprivation, and social protest. Personality and Social Psychology Bulletin, 13, 275-283.